



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

18/04/2024

L'heure est à agir, développer la lutte sans concession.

La raison des multiplications des références à la « dette » et à la « guerre » dans le discours gouvernemental est de préparer des nouvelles attaques contre les travailleurs et les plus précaires. Comme le résume Mediapart : *« l'épouvantail de la dette a pour fonction de démanteler ce qui reste de l'État social pour préserver les transferts vers le secteur privé et soutenir sa rentabilité face à une croissance stagnante »*. C'est-à-dire, détricoter toujours plus les acquis sociaux, pour faire payer leur dette au monde du travail et aux classes populaires en ajoutant: le « retour de l'austérité ».

Les gouvernements successifs ont eu recours à cette mise en scène : *« la faillite est à l'horizon et les marchés financiers menacent d'attaquer »*. Chacun sonne l'alarme et appelle à la « responsabilité » et bien sûr il faudra « économiser » davantage. Le socialiste Pierre Moscovici président de la Cour des comptes affirme c'est « 50 milliards », les Républicains surenchérissent : 100 milliards. La France doit retrouver « une stratégie ordonnée de redressement budgétaire » pour le RN et redit « vouloir rembourser la dette ». Pour rendre encore plus le scénario dramatique Macron a convoqué en urgence une réunion de tous les chefs de partis à l'Élysée. Les médias ne sont pas en reste, le Figaro titre sur le « toboggan de l'enfer » sur lequel « la France » serait jetée. TF1 fait monter les enchères : la « France est au bord du gouffre » et pour la Tribune : il faut faire « la guerre à la dette ». Dix nouveaux milliards de coupes budgétaires sont annoncés par Bercy en 2024 en plus des dix premiers décidés en février. Pour notre ministre de l'Economie et des Finances, « notre adversaire, c'est la dette ! » et « le désendettement, c'est la liberté » ! Pourtant les économistes constatent que la dette en euros constants a en réalité baissé sur un an !

Des créanciers qui se goinfrent

Tous oublient de mentionner que cette véritable « explosion » est liée, comme le souligne l'Insee, (pour 13 milliards) à l'impact de la hausse de l'inflation sur les titres dont le remboursement est indexé sur l'inflation française ou européenne. Les créanciers sont totalement protégés de l'évolution de l'inflation ! Les créanciers reçoivent le remboursement de leur capital complètement compensé par l'inflation constatée. La Cour des comptes indiquait que les titres de dette dont le remboursement est indexé sur l'inflation nous ont coûté **18,3 milliards d'euros l'an dernier**, soit 35 % du coût de la charge de la dette, une part deux fois et demi plus importante qu'en 2021. A cela s'ajoute la remontée des taux d'intérêt décidée par la Banque centrale européenne (BCE) et les intérêts qui sont dus alourdissent à leur tour la charge de la dette.

Les attaques violentes et les programmes d'austérité s'enchaînent.

Au programme: une énième réforme de l'Assurance chômage (alors que le taux de chômage risque de grimper autour de 8% fin 2024), mais aussi une réduction de la durée d'indemnisation des seniors, une nouvelle réforme du marché de travail, des attaques contre les arrêts de travail, l'augmentation du nombre de jours de carence un texte de loi de « simplification » prévu au Printemps et qui s'appuiera sur les revendications patronales (sont dans le viseur notamment les CSE, le recours aux prud'hommes, les temps-partiels, etc). Dès le mois de mai, l'utilisation du CPF pour une formation impliquera pour le salarié un reste à charge de 100 euros. Depuis avril, les franchises sur les médicaments, mais aussi les consultations paramédicales et les transports sanitaires ont doublé. Le gouvernement réfléchirait également à « freiner les dépenses des collectivités locales » et à attaquer le statut des fonctionnaires écrit *les Echos*.

Les cadeaux aux capitalistes coûtent

Le déficit est dû principalement aux baisses de recettes fiscales liées à la politique de cadeaux aux entreprises du gouvernement et d'une croissance en berne.

Le Maire a déjà rassuré les chefs d'entreprises : « *je vous garantis la stabilité fiscale, nous n'augmenterons pas vos impôts* ». Hors de question de toucher à la fiscalité des entreprises et à leurs aides publiques. Une politique de subvention aux profits patronaux, plus de 200 milliards d'euros en faveur des entreprises et refus d'augmenter les impôts des grandes fortunes et l'austérité pour les classes populaires. L'augmentation des salaires devrait être moins importante en 2024 qu'en 2023 malgré une inflation qui se maintient.

*Il faut rappeler que la consommation des ménages compte tout de même pour la moitié du PIB.

*faillites d'entreprise étaient au plus haut depuis 2008-2009. Selon le groupe BCPE (banques et assurances) plus de 250 000 emplois seraient menacés en 2024.

*Un seul exemple : le PDG de Stellantis Carlos Tavares va toucher 36,5 millions d'euros pour l'année 2023 une augmentation de salaire de 56% par rapport à l'année précédente C'est l'équivalent de 100 000€ par jour et 2.140 années de travail au SMIC, suite aux bénéfices records de Stellantis, s'élevant à 18,6 milliards d'euros. ,

Cette politique du groupe permet des profits records sur le dos des salariés le site de Metz est menacé de la suppression de 900 emplois en plus de 1 520 licenciements à Turin en Italie et 400 aux Etats-Unis, annoncés fin mars.

De la militarisation des activités économiques jusqu'aux restrictions des libertés.

Les tensions géopolitiques se conjuguent avec les risques de récession économique dans plusieurs pays, les grandes puissances impérialistes dont la France se sont engagées dans une surenchère au militarisme s'appuyant sur une rhétorique autour de « *l'économie de guerre* ». Les discours sur la « guerre » et la « dette » permettent de justifier l'austérité et les attaques contre les classes populaires au nom d'une menace extérieure La France est devenue le deuxième pays vendeur d'armes au monde. L'Union Européenne et l'OTAN ont consenti ces derniers mois à des investissements considérables 50 milliards d'un côté, 100 milliards de l'autre et dans un document d'orientation stratégique de l'UE assume vouloir accélérer dans cette perspective de nécessité d'augmenter encore les budgets militaires évidemment en les finançant par de nouvelles offensives austéritaires, les dizaines de milliards d'euros consacrés à la guerre seront pris ailleurs et notamment dans le portefeuille des classes populaires. Le peuple n'accepte pas de devenir de la "chair à canon" pour les impérialistes.

Coupes budgétaires, casse des services publics : l'heure est à la lutte.

Les directions syndicales doivent proposer une alternative sur le terrain de la lutte des classes, sinon cette passivité en privilégiant le dialogue social avec une seule journée interprofessionnelle depuis septembre, laisse un boulevard au gouvernement pour attaquer! Cette semaine elles se sont encore rendues à la table des négociations, au nom du « *dialogue social* », quelques semaines après avoir signé l'accord national interprofessionnel sur les accidents du travail et les maladies interprofessionnelles actant une future refonte de l'indemnisation, ainsi que l'accord sur les retraites complémentaires de l'AGIRC-ARRCO acceptant que les futures revalorisations ne suivent pas l'inflation. Lors des négociations sur l'emploi des seniors, le patronat et les directions syndicales n'ont pas trouvé d'accord. Une nouvelle fois la démonstration est faite de l'impasse et de l'échec de la stratégie du dialogue social ! Alors que la répression s'abat très largement, que les tendances à la crise et à la guerre s'approfondissent et que le RN prospère sur cette absence d'alternative, il y a urgence à imposer une autre orientation.

Construire la riposte par la grève et les manifestations.

L'ampleur des attaques infligées aux travailleurs montre que l'on n'a pas à négocier le poids de nos chaînes. Il ne faut aucun compromis avec le gouvernement au service du capital.

Plus que jamais, un calendrier et un plan de bataille sont nécessaires pour construire la riposte par la grève et la rue. C'est cette stratégie qu'il s'agit plus que jamais d'imposer dans les semaines à venir face à l'austérité, aux plans d'attaques du gouvernement contre l'assurance-chômage, le statut de fonctionnaire ou les budgets des services publics. Construire une réponse d'ensemble est plus que jamais brûlante. L'heure est à agir sans perdre de temps. C'est le combat que mène notre parti et notre liste du Parti Révolutionnaire Communistes.

Tous ensemble dans l'action nous représentons une grande force.

L'heure n'est ni à la pause ni au compromis avec le capital et le gouvernement face à la violence de la politique conduite par Macron et l'UE au service du capital. Une seule réponse : organiser la résistance populaire et la lutte. Soutenir la liste du Parti Révolutionnaire Communistes c'est exprimer son opposition à cette politique capitaliste en posant la vraie question: celle du changement de société qui passe par la liquidation du capitalisme en tant que système et la construction d'une société socialiste débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme, notre parti ouvre la seule perspective réaliste de nature à transformer les choses.